



COMMUNIQUE DE PRESSE DES PRESIDENTS DES COMITES DE BASSIN

« Nous ne pourrons pas tout faire »

Les 7 Présidents de Comités de Bassin accompagnés des 6 Directeurs d'Agence de l'eau et de leurs représentants ont été reçus hier au ministère de la Transition écologique et Solidaire par le Ministre d'Etat Nicolas HULOT et ses deux Secrétaires d'Etat Sébastien LECORNU et Brune POIRSON.

Le contexte est difficile à la fois au plan climatique avec les restrictions d'eau que nous connaissons et au plan financier avec des arbitrages budgétaires qui nous laissent entrevoir le pire avec l'instauration d'un plafond mordant sur la redevance sur l'eau qui priverait la politique de l'eau de ses moyens vitaux.

Les Présidents ont rappelé au ministre l'efficacité de la gestion de l'eau par Bassin versant. "Les défis qui sont devant nous sont énormes" a rappelé François Sauvadet, Président de la conférence des Présidents de Comité de Bassin :

- Atteindre 100 % de bon état des eaux en 2027 ;
- Réussir la prise en main de la GEMAPI par les collectivités ;
- Élargir nos compétences à la biodiversité et au milieu marin ;
- Assumer nos responsabilités sur le renouvellement des réseaux et la lutte contre les fuites ;
- S'adapter au changement climatique.

« Sur l'ensemble de ces sujets, on ne peut pas demander aux agences de l'eau de faire toujours plus avec moins de moyens. Les Comités de Bassin devront faire des choix et les assumeront » ont affirmé les Présidents au Ministre d'Etat. Les Présidents ont en outre rappelé au Ministre d'Etat que le budget des agences provient des redevances sur l'eau payées par les consommateurs et les usagers. Elles n'ont, pour eux, pas vocation à alimenter le budget des parcs nationaux ou de l'office national de la chasse et de la faune sauvage.

« Priver la politique de l'eau de ses moyens est une catastrophe alors que nous sommes très loin d'atteindre 100 % de bon état des eaux en 2027 conformément à l'engagement de la France ». Il faudrait pour cela multiplier par 3 les budgets actuels d'intervention des agences.

En matière de climat, l'inaction coûte cher. Les inondations de mars 2016 sur la Seine ont coûté un milliard, bien plus qu'auraient coûté des mesures de prévention. Il en est de même pour le renouvellement des réseaux estimé à un milliard d'euros par an.

Malgré le contexte difficile, cette réunion a permis un dialogue constructif avec le Ministre d'Etat et de partager une vision des enjeux du changement climatique. Un exercice qui devrait être amené à se renouveler deux fois par an.

Des avancées concrètes ont pu voir le jour avec l'ouverture de la composition de l'Agence Française de la Biodiversité à un représentant des Comités de Bassin.

Les Présidents de Comité de Bassin attendent maintenant que la prise de conscience collective sur les enjeux de l'eau soit traduite dans les arbitrages budgétaires à venir. Tout projet de prélèvement est contraire aux enjeux de la transition écologique.

Michel DANTIN
Président du Comité de Bassin
Rhône-Méditerranée

Claude GAILLARD
Président du Comité de Bassin
Rhin-Meuse

André FLAJOLET
Président du Comité de Bassin
Artois-Picardie

Martin MALVY
Président du Comité de Bassin
Adour-Garonne

Joël PELICOT
Président du Comité de Bassin
Loire-Bretagne

François SAUVADET
Président du Comité de Bassin
Seine-Normandie

Gilles SIMEONI
Président du Comité de Bassin
de Corse représenté par
Saveriu LUCIANI